

Le 15 janvier 2006

Ralph Kein, Premier ministre
Gouvernement de l'Alberta
Édifice de la Législature
Edmonton (Alberta)
T5K 2B7
Télécopieur : (780) 427-1349

Monsieur,

Nous vous remercions de votre lettre du 14 décembre 2005 envoyée à titre de président du Conseil de la fédération. Tel que demandé, vous trouverez ci-dessous les réponses du Nouveau Parti démocratiques sur les cinq grands enjeux prioritaires.

Votre question : Appuyez-vous la convocation d'une rencontre des premiers ministres sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle au début de la prochaine année?

Oui. Le NPD se joint au Conseil pour reconnaître que l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle constituent les pierres angulaires de la prospérité future du Canada. C'est pourquoi le NPD s'est battu et a obtenu 1,6 milliard de dollars spécifiquement pour l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle dans le budget du printemps dernier. Par ailleurs, c'est aussi pourquoi nous nous sommes aussi engagés à verser 3,5 milliards de dollars à l'éducation et à la formation. Nous avons hâte de travailler lors du prochain gouvernement pour s'assurer de la tenue d'une réunion des premiers ministres sur ce sujet, mais aussi pour obliger le gouvernement fédéral à traiter de nouveau de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle comme d'une priorité.

Votre question : Appuyez-vous la proposition du Conseil de la fédération voulant que le gouvernement du Canada devienne un partenaire à part entière des provinces et des territoires pour la mise en oeuvre, en matière de transport, d'une stratégie nationale multimodale et inclusive de toutes les régions?

Oui. Les Néo-démocrates sont aussi d'avis qu'une stratégie nationale en matière de transport est indispensable pour étendre la prospérité à toutes les régions du pays. Comme vous le savez, dans le budget fédéral 2005, le NPD a réussi à réserver 800 millions de dollars sur deux ans pour le transport en commun. Lors du prochain Parlement, nous allons continuer d'oeuvrer pour voir à ce que le gouvernement fédéral devienne un

partenaire à part entière dans l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de transport.

Votre question : Quelles mesures concrètes prendriez-vous, et selon quel échéancier, afin de compléter avec succès l'élaboration d'un accord formel fédéral-provincial-territorial concernant le rôle des provinces et des territoires dans les activités internationales du Canada qui touchent leurs compétences, leurs responsabilités et leurs intérêts

Comme ardents défenseurs du fédéralisme canadien, les Néo-démocrates reconnaissent l'importance d'inclure les gouvernements provinciaux et territoriaux dans la promotion et dans la poursuite des intérêts du Canada sur la scène mondiale. Le gouvernement fédéral doit continuer d'assumer ses responsabilités constitutionnelles de représentation du Canada dans nos relations bilatérales et multilatérales. Or, parce que ces représentations portent souvent sur des enjeux de compétences provinciales ou territoriales, il est essentiel d'y inclure de façon significative les provinces et les territoires. Nous n'avons qu'à penser aux questions récentes sur la sécurité des frontières, la gestion transfrontalière de l'eau ou de la fermeture de la frontière canado-américaine à l'exportation des bovins pour comprendre l'impact important des relations internationales du Canada sur les provinces et les territoires.

Pour ces raisons, les Néo-démocrates appuient la définition d'un rôle plus étendu des provinces et des territoires dans les relations internationales du Canada.

Votre question : Que pensez-vous de l'approche du Canada dans les négociations de l'OMC et de sa contribution à l'atteinte de conclusions positives, notamment à l'égard de la gestion de l'offre?

Les Néo-démocrates sont d'accord avec le besoin de réduire les subventions qui causent des distorsions dans le commerce international pour donner des chances égales à nos producteurs agricoles. Mais nous avons confiance que le Canada peut atteindre ce but sans sacrifier les systèmes de gestion de la demande qui ont si bien servi nos producteurs agricoles. Il est critique pour nos producteurs d'avoir la possibilité d'utiliser des systèmes ordonnés de commercialisation, comme la Commission canadienne du blé, puisque ces systèmes leur permettent d'avoir des chances égales partout sur la planète.

Le refus répété et continu du gouvernement américain de se conformer aux accords commerciaux signés souligne l'importance pour une petite nation commerçante comme le Canada d'avoir un système de commercialisation fondé sur des règles. Cependant, les Néo-démocrates croient aussi fermement que la prochaine ronde de négociations avec l'OMC devra s'assurer que l'élaboration d'un système plus complet de commercialisation fondé sur des règles ne mine pas la capacité des gouvernements à livrer les services publics et à réglementer dans l'intérêt du public. Une position de négociation vraiment équilibrée à l'OMC fournira un contrepoids des plus efficaces contre les ententes commerciales bilatérales ou régionales défailtantes.

Votre question : Reconnaissez-vous l'existence, au Canada, de déséquilibres fiscaux structurels, tant horizontal que vertical, et vous engagez-vous à travailler avec les provinces et les territoires pour résoudre ce problème et mettre en place les mesures nécessaires pour mettre fin à ces déséquilibres?

Oui. La fédération canadienne ne fonctionne pas bien. Pendant les années 1990, le gouvernement libéral a négligé ses responsabilités pour des programmes nationaux de logement social, de santé, de sécurité du revenu et de soutien pour les priorités des provinces à l'égard de l'éducation postsecondaire et des infrastructures publiques.

Or, le résultat a causé une catastrophe fiscale pour les gouvernements provinciaux et engendré un désastre pour les nombreux Canadiens qui dépendent de ces programmes à frais partagés. Les normes et les services se sont détériorés à mesure que les réductions dans le financement étaient transmises d'un niveau de gouvernement à l'autre pour aboutir aux communautés et aux fournisseurs de services.

Le désengagement du gouvernement fédéral pendant les années 1990 est une erreur monumentale. Les efforts pour rectifier cette erreur se sont révélés très ardues à cause de la profondeur du trou fiscal creusé par les coupures budgétaires des années 1990 et du bilan du gouvernement fédéral comme partenaire de financement peu fiable.

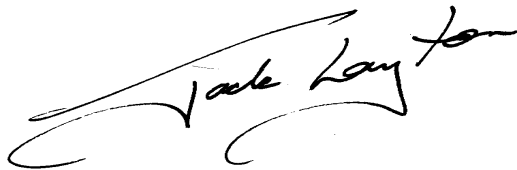
Les ententes ad hoc conclues par le premier ministre dans les derniers mois font peu pour corriger la situation. Les Néo-démocrates proposent une autre approche. Nous nous engageons à :

- Développer un cadre de normes nationales dans les champs de compétences provinciaux qui respectent pleinement l'autonomie du Québec et de son Assemblée nationale dans sa zone de juridiction. Par exemple, selon notre plan, le régime de retraite du Québec, le réseau provincial de garderies, le réseau de cliniques communautaires et le programme d'assurance médicaments québécois constituent des modèles nationaux, et non des cibles pour l'interférence du fédéral.
- Engager le gouvernement à fournir du financement stable et à long terme aux programmes à frais partagés des provinces, des territoires et des gouvernements locaux afin d'éviter aux partenaires financiers du gouvernement fédéral les menaces d'arrêts abruptes ou arbitraires dans les politiques fédérales.
- Restaurer l'équité dans la péréquation en accordant l'égalité à tous les Canadiens participant au système de la péréquation. À court terme, par exemple, les rajustements ad hoc mis en place par le gouvernement de Paul Martin ont produit une anomalie de taille pour la Saskatchewan qui exige d'être corrigée. À long terme, nous favorisons la collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer un système uniforme de péréquation fiscale fondé sur des règles, conçu pour égaliser les services de base au lieu de traiter simplement de la capacité à générer des revenus.

Pour terminer, de la part de tous les Néo-démocrates, je veux remercier le Conseil de la fédération pour sa promotion d'une économie forte, d'une main d'oeuvre compétente, des transports efficaces, d'une coordination avisée des politiques, de la représentation efficace des intérêts des Canadiens sur la scène internationale et d'une fédération financièrement équilibrée.

Je peux vous assurer que les Néo-démocrates travailleront fort lors du prochain Parlement pour faire avancer ces priorités au nom de tous les Canadiens.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les plus sincères.

A handwritten signature in black ink, reading "Jack Layton". The signature is written in a cursive, flowing style with a large, sweeping flourish at the end.

Jack Layton
Le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada

c.c. : Brian Mason, Le chef du Nouveau Parti démocratique de l'Alberta